

majenne ; ils réservent la liberté de leur action pour la prochaine Session qui va s'ouvrir, à Québec, le 19 du courant.

Tout nous porte à croire que nous allons assister à l'une des plus intéressantes et des plus orageuses sessions depuis l'Union des deux Provinces. Les intérêts en jeu sont si grands, si compliqués, si irritants de leur nature, que l'on ne peut prévoir ni la suite, ni la fin des événements. C'est la première fois qu'une Colonie est appelée à statuer elle-même sur ses destinées. C'est la première fois que nous nous levons, en face et du consentement de la métropole, avec une constitution à la main, qui promet au monde une nation nouvelle et un nouveau drapeau. Il faut en de pareilles et si rares occurrences beaucoup de prudence et une profonde sagesse. Pour notre part, nous avons une confiance dans le patriotisme éclairé de nos chefs ; et, quoiqu'il arrive, les principes, les glorieux principes, qui ont toujours servi de bases à la Religion et à la Nationalité, seront pleinement sauvegardés.

C'est la coutume que rien ne se fasse dans les hautes sphères gouvernementales, surtout quand il s'agit de changer les lois organiques d'un pays, sans consulter la nation. On peut donc s'attendre à des élections générales au printemps. Ces élections se feront plus sur la question de la Confédération que sur les hommes qui se présenteront au suffrage populaire. On conçoit facilement que, dans une matière aussi grave, les Députés seront bien aises de partager avec leurs électeurs la lourde responsabilité de la situation actuelle de la Province.

Le bruit courait la semaine dernière que la France allait enfin reconnaître la Confédération du Sud simultanément avec l'Angleterre, M. Lincoln n'ayant été élu Président que par les suffrages du Nord. La nouvelle paraissait encore plus fondée par le fait que cette dernière puissance vient d'accorder aux Noirs de St. Domingue révoltés contre l'Espagne, les droits de belligérants. On ajoutait même que 20,000 hommes de troupes anglaises et autant de soldats français étaient en route pour le Canada, pour soutenir par les armes au besoin la parole des deux gouvernements européens. Or, rien de plus faux. Le message du Président Lincoln affectant de voir au Mexique « la continuation de la guerre » après le couronnement de Maximilien, a bien produit un effet désagréable en France ; mais il est certain que l'empereur Napoléon a vu sans inquiétude la réélection de M. Lincoln. Il est certain aussi que M. Lincoln lui a fait donner à diverses reprises,

par voie diplomatique, les assurances les plus amicales. Parmi ces assurances, la plus expresse est de ne rien faire qui puisse aider les adversaires de la France au Mexique, comme partout ailleurs. Il paraît donc évident, *pour le moment*, que Napoléon ne reconnaîtra point l'indépendance du Sud.

On prête cependant au Sud, en désespoir de cause, le dessein d'imiter l'exemple de certains peuples sous l'Empire Romain, et de se donner à la France, tout au moins de se mettre sous la protection immédiate du drapeau français. Maîtresse en sous-main du Mexique, la France reprendrait par-là sa vieille prépondérance en Amérique qu'elle a perdue jadis par la faiblesse de Louis XV et l'incapacité de ses ministres. Nous ne pensons pas que la Confédération du Sud en soit réduite à cette extrémité. Elle possède encore de nombreuses armées ; le territoire à conquérir est immense et renferme un peuple profondément hostile à la civilisation Yankee ; si le Général Lee prend, comme il en est question, la Dictature et confie au Général de Beauregard le commandement des armées, la victoire pourrait encore venir illustrer le drapeau blanc et lui assurer sa place à côté des drapeaux des grandes Puissances.

Les crises ministérielles menacent de devenir chroniques en Espagne. Un ministère se forme, vit et meurt dans une semaine et quelquefois en un jour. Une influence occulte, un libéralisme menteur et masqué, tourmentent les catholiques populations de ce pays et les poussent, par le chemin de l'épuisement, à l'abîme de la révolution. Les *libérâtres*, comme les appelle Mgr. Dupanloup, qui assassinent en Italie, qui meurent sans religion en Belgique et qui vont en grimaçant à la messe en Espagne, voudraient ruiner la politique catholique de leur noble Reine, ignorant que c'est cette politique qui a fait l'Espagne si grande et si puissante sous Charles-Quint et sous Philippe II, et que c'est la politique contraire qui, lui arrachant toutes ses colonies, détruisant tout son commerce, semant l'anarchie à l'intérieur, en a fait pendant quelque temps une Puissance sans autorité et sans influence dans le conseil des nations.

La dernière crise avait sa cause dans le fait que l'Angleterre reconnaissant aux Noirs de St. Domingue les droits de belligérants, le ministère avouait son impuissance à conserver cette île. La Reine a vu dans ce lâche abandon d'une de ses colonies, une tache au drapeau de son peuple, et elle a refusé de poser de sa main royale cette tache humiliante. Delà, résignation du Ministère Narvaez, formation et résignation successive de trois ministères, puis résurrection du ministère Narvaez qui est resté au